

Si vous ne parvenez pas à lire cet e-mail, cliquez [ici](#).



NEWSLETTER D'OCTOBRE 2022



Formations

Mettre fin à la détention d'enfants migrant·e·s, quelles alternatives ?



ENFANTS DÉTENUS DANS LE CADRE DE LA MIGRATION
Défendre leurs droits fondamentaux et connaître les alternatives

Depuis avril 2019, un arrêt du Conseil d'État interdit à la Belgique de détenir des enfants en centre fermé pour des raisons de migration. Mais des mineur·e·s sont toujours détenu·e·s dans des "maisons de retour" en attendant d'être potentiellement expulsé·e·s dans le pays d'origine de leurs parents...

Et la loi belge n'interdit toujours pas de détenir un enfant du seul fait de son statut de migrant·e. Quels sont les impacts de la détention sur l'enfant ? Quels recours existent pour des enfants détenu·e·s ? Quelles sont les alternatives à la détention (ATD) qui respectent les droits fondamentaux des enfants ? DEI Belgique, JRS Belgium et la Coalition MOVE vous invitent à vous pencher sur la question le 8 novembre en français (complet!) et le 10 novembre en néerlandais.

Je m'inscris

La quête des origines | 8 novembre 2022

La quête des origines, d'autant plus quand il y a secret ou rétention d'informations, peut soulever colère, incompréhension et frustration. Le secret des origines peut avoir des conséquences néfastes sur la construction identitaire de l'enfant, même devenu adulte.

Une formation organisée en collaboration avec [Jeunesse et droit](#), dispensée par Benoît Van Keirsbilck, directeur de DEI Belgique, ouverte à tous & toutes, bienvenue !



Je m'inscris

La participation du mineur en conflit avec la loi | 28 novembre 2022



Je m'inscris

Lorsqu'un·e enfant est en conflit avec la loi, comment son point de vue est-il considéré dans les procédures protectionnelles et dans la pratique ? Comment faire en sorte qu'il soit mieux pris en compte ?

Une formation organisée en collaboration avec [Jeunesse et droit](#), dispensée par Benoît Van Keirsbilck, directeur de DEI Belgique. Ouverte à tous & toutes, bienvenue !

Actualités

Crise de l'accueil : toujours plus loin dans le non-accueil et l'ignoble

Communiqué de presse | Lundi 17 octobre, des enfants en demande d'asile sont abrités dans des tentes en carton par le Samu Social, devant le Hub Humanitaire, faute de solution plus humaine. Mercredi 17 octobre matin, ils ont été délogés par la police, sur ordre du bourgmestre Philippe Close (PS). Nous dénonçons cette escalade dans le non-accueil de ces enfants en demande de protection et l'ignominie des autorités et déposons une plainte auprès de la Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe. *Photo: Plateforme*



Je lis le communiqué de presse

Les enfants encore retenus dans des camps en Syrie doivent être rapatriés sans délais

Communiqué de presse | Des enfants belges et leurs mères se trouvent toujours dans les camps de Al-Hol et de Roj en Syrie, plusieurs années après la chute du groupe État islamique. Le 14 septembre 2022, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a condamné la France à réexaminer les demandes de rapatriement selon des motifs clairs qui prennent en compte la vulnérabilité particulière des enfants et leur intérêt supérieur... Le 12 octobre dernier, le Comité des droits de l'enfant (ONU) a exhorté la Finlande à prendre des mesures immédiates pour préserver la vie des enfants et les ramener dans leurs familles. Deux nouvelles décisions qui devraient inciter la Belgique à permettre à ces enfants et à leur famille d'être rapatrié-e-s.

Je lis le communiqué de presse

Les enfants et les familles : visages invisibles des crises, et de la crise énergétique ?

Déclaration jointe avec UNICEF Belgium, la Coordination des ONG pour les droits de l'enfant et 22 autres organisations | Des parents tentent de joindre les deux bouts en sautant un repas afin de nourrir leurs enfants, se privent d'aller chez le médecin... Certain-e-s n'ont plus les moyens de poursuivre les soins à donner à leurs enfants atteints de maladies chroniques ou de handicap ou encore disent qu'ils-elles attendront janvier pour se chauffer, ou encore sont obligé-e-s de retirer les enfants des activités extrascolaires parce que c'est trop cher de s'y rendre... Il faut action concertée immédiate et ambitieuse pour protéger les enfants et leurs familles de la pauvreté !

Je lis la déclaration conjointe

Activités

Renforcer l'assistance juridique pour les enfants en Europe



Que se passe-t-il pour un-e jeune qui commet une infraction en Belgique francophone ? Quelles sont les étapes ? Quel-le-s professionnel-le-s interviennent et comment ? C'est ce qu'on découvre 10 avocat-e-s roumains et hongrois les 5, 6 et 7 octobre. Pendant 3 jours, ils et elles ont participé à une visite d'étude organisée dans le cadre de [projet CLEAR Rights](#).

Au programme: visite d'une équipe mobile d'appui (EMA), du [Radian asbl](#), un service d'action éducative et réparatrice, du [Service Droit des jeunes de Bruxelles](#), du [Bureau d'Aide juridique de Bruxelles](#), de représentant-e-s de l'[ordre des avocats en Belgique](#), de la [police de Bruxelles Nord](#), d'une juge de la jeunesse, de [ECPAT Belgium](#) sur l'identification de signes de traite des êtres humains, visite du Palais de justice avec la [Ligue des droits humains](#), et du [Délégué général aux droits de l'enfant](#).



Je découvre les photos

Prévenir et prendre en charge les enfants victimes de violence

Du 4 au 8 octobre, nous avons reçu une délégation du Ministère tunisien de l'enfance, la femme, la famille et les seniors, avec lequel nous collaborons pour mutualiser les bonnes pratiques en matière de prévention et de prise en charge des enfants victimes de violences. Nous avons rencontré de nombreux acteurs de terrain comme [SOS enfants](#), le [Délégué général aux droits de l'enfant](#), le [service d'action restauratives et éducatives Escale...](#) Prochain arrêt: Tunis ! En novembre une petite délégation de l'équipe de DEI Belgique rendra à son tour visite à nos collègues tunisiens pour poursuivre les échanges.



Meet the team

Vanessa Buvens

Avec un background académique en Science politiques et innovation sociale



et une expérience de près de 10 ans dans la récolte de fonds et le développement de programmes auprès de diverses organisations pour les droits de l'enfant et leur protection, elle supervise l'ensemble des programmes de DEI, en plus de coordonner les projets avec nos partenaires en Tunisie et en Palestine. Elle fait également partie du comité de direction.

Je rencontre

DEI Belgique ASBL
30 rue du Marché aux Poulets, 1000 Bruxelles, Belgique
www.defensedesenfants.be
info@defensedesenfants.be

Cette newsletter a été envoyée à {{ contact.EMAIL }}

[Si vous voulez vous désinscrire à cette newsletter, cliquez ici.](#)

© 2022 Défense des Enfants International - Belgique